

LE TEMPS

opinions Lundi 10 juin 2013

Pour une vraie politique d'innovation en Suisse

Par Fathi Derder

Le conseiller national Fathi Derder estime que la Suisse a besoin d'un «tableau de bord de l'innovation» pour mieux évaluer son efficacité en matière d'encouragement à la recherche et au développement. Jusqu'ici, le Conseil fédéral est resté sourd à son appel

La Suisse peut-elle se passer d'une vraie politique d'innovation? Un pays sans matières premières peut-il se permettre ce luxe? Pouvons-nous faire l'économie d'une politique d'innovation quand notre prospérité repose, précisément, sur notre capacité à innover? Non. C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui, en Suisse.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, personne n'a, aujourd'hui à Berne, une vision d'ensemble des mesures d'encouragement de l'innovation helvétique. Ces mesures sont prises dans plusieurs départements: aux Finances (fiscalité), à l'Economie (aide aux entreprises), et bien entendu à la recherche. Mais aussi au Département de justice et police (visas), ou encore à l'Intérieur (brevets). Voire même à la Défense. Bref, la Suisse ne fait pas «rien»: des dizaines de mesures sont prises dans cinq départements, au moins. Mais personne n'a de vision d'ensemble. Et si quelqu'un l'a, cette vision est au fond d'un tiroir. Loin du parlement, loin des acteurs de l'économie, de l'innovation, loin des hautes écoles. En résumé: dans un secteur aussi crucial que l'innovation, la Suisse navigue à vue.

Le problème, c'est que jusqu'ici, tout va bien. Paradoxalement. La Suisse est en tête des classements internationaux. On peut dormir tranquille. Or, ces classements sont trompeurs: faussés par le poids des multinationales, ils occultent nos points faibles, notamment pour les jeunes entreprises en croissance. Combien d'emplois sont réellement créés chaque année dans les start-up suisses? Et pour quels bénéfices? Qui sont les nouveaux Logitech? Dans quels secteurs? Questions cruelles, car sans réponses. La Suisse peine. Elle traîne. Et cela, personne n'en parle.

Nous devons prendre des mesures urgentes. Mais elles sont politiquement impossibles. Allègements fiscaux, simplification bureaucratique, libéralisation: des mesures impopulaires à gauche. Soutien direct aux entreprises, aide dans l'accès aux marchés publics: des mesures impopulaires à droite. En résumé: toute mesure est impopulaire. La situation est gelée. Pire: comme nous sommes soi-disant numéro un dans les classements, la situation est congelée. Non seulement nous ne faisons rien, mais nous en sommes fiers. En résumé, à Berne, l'innovation, tout le monde est «pour». Mais personne ne fait rien.

Cette inaction est dangereuse pour la Suisse. Que faire? L'idée n'est pas d'imposer une politique volontariste, comme aux Etats-Unis. Ou centralisatrice, d'assistantat, comme en France. Notre défi aujourd'hui, c'est que nous sachions, au moins, ce que nous faisons juste. Et ce que nous faisons faux. Nous devons nous doter d'un tableau de bord, avec une visibilité claire: les voyants au vert, les voyants au rouge. Pour voir que tout n'est pas rose. Et nous inspirer d'exemples, de pays qui font mieux que nous dans leur domaine, Israël, Singapour, Finlande ou d'autres: la concurrence est rude en matière d'innovation. Nous devons nous doter d'un tableau de bord de l'innovation. Pour gérer la situation en

temps réel. Prendre aujourd'hui des mesures cohérentes pour demain.

La Suisse doit se battre. Le renouvellement de notre tissu économique est en jeu. L'avenir de notre pays est en jeu. A l'heure où notre place financière est attaquée de toutes parts, il est temps de nous projeter dans l'avenir: quel est le visage de la place économique suisse dans 20 ans ou 30 ans? La réponse à ces questions doit être trouvée aujourd'hui. Nous devons nous battre.

J'ai déposé au parlement un postulat allant dans ce sens. Un texte signé par des élus de tous les groupes parlementaires, demandant un tableau de bord, une vision d'ensemble de notre politique d'innovation. Le Conseil fédéral rejette ce texte. Estimant que nous en faisons assez avec, je cite, «les organes fédéraux chargés de la promotion économique et de l'innovation (Sefri, Seco, OFEN et OFEV), par l'OFS, par les agences d'encouragement (CTI, FNS) et par le Conseil suisse de la science et de la technologie (CSST)». La réponse dit tout: elle cite huit offices concernés. En oubliant ceux des finances, de la justice, de l'intérieur, de la défense et des sports... Aussi concernés. En réalité, une vingtaine d'offices prennent des mesures d'encouragement de l'innovation. Tout le monde est concerné. Donc, personne.

C'est inquiétant. Avec, tout de même, une bonne nouvelle: dans sa réponse à mon postulat, le Conseil fédéral reconnaît un manque. Il se dit «prêt à introduire dans le futur message FRI un chapitre séparé axé uniquement sur le thème de la politique et de l'encouragement dans le domaine de l'innovation». Bonne nouvelle, car c'est un aveu: on peut aller plus loin.

En fait, on doit aller plus loin. La création d'un Parc national d'innovation est l'occasion de fédérer ces questions. Créer, dans les mois à venir, une vitrine de l'innovation suisse. Une adresse, un «numéro de téléphone», avec un leader, un «Monsieur Innovation» en Suisse. Un innovateur. Un visionnaire, un vrai: comme celui qui a fait de Lausanne une capitale mondiale des sciences de la vie. Une personne capable de voir, d'un coup d'œil, ce que nous faisons bien. Et surtout: ce que pourrions faire mieux.

La prospérité suisse est en jeu. L'avenir du pays est en jeu.

LE TEMPS © 2013 Le Temps SA